

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
N° 2024 – P990

MARCHÉ D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉQUIPES DE LA PRODUCTION INFORMATIQUE DE
L'INSEE

Sommaire

Article 1 - Procédure de passation – Documents régissant le marché.....	3
Article 2 - Objet du marché.....	3
Article 3 - Durée du marché.....	3
Article 4 - Forme et montant du marché.....	3
Article 5 - Développement durable.....	3
5.1 - En matière d'environnement :.....	3
5.2 - En matière sociale :.....	4
5.3 - Établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) :.....	4
Article 6 - Conditions d'exécution.....	4
6.1 - Émission des bons de commande.....	4
6.2 - Acceptation du bon de commande.....	4
6.3 - Intervenants du titulaire.....	5
Article 7 - Prix.....	5
Article 8 - Décisions après vérifications.....	5
Article 9 - Pénalités.....	6
Article 10 - Avance.....	6
Article 11 - Facturation.....	6
Article 12 - Modalités de règlement.....	7
Article 13 - Langue – Litiges.....	7
Article 14 - Résiliation.....	8
Article 15 - Nantissement – cession de créances.....	8
Article 16 - Pièces et attestations à fournir.....	9
Article 17 - Dérogations.....	9

Article 1 - Procédure de passation – Documents régissant le marché

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique, désigné ci-après par le mot « Code ». Il est passé en application des articles R2124-1, R2124-2, et R2161-2 à R2161-5 du Code (appel d'offres ouvert)

Les documents contractuels le régissant sont par ordre de priorité décroissant :

- le formulaire ATTRI 1 (acte d'engagement) signé par le titulaire et le pouvoir adjudicateur ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de techniques de l'information et de la communication
- (CCAG/TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au journal officiel du 1^{er} avril 2021 ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

L'exemplaire original des documents contractuels du marché, énumérés ci-dessus, qui est conservé dans les archives de l'administration, fait seul foi.

Article 2 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'accompagnement d'agents de l'Insee dans la nouvelle organisation de la production informatique.

Article 3 - Durée du marché

Le marché prend effet à sa date de notification et reste en vigueur pour une durée d'un an. Il est ensuite reconductible tacitement trois fois pour une durée d'une année.

Article 4 - Forme et montant du marché

Le marché est un accord-cadre, il s'exécute par l'émission de bons de commande.

Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 600 000 € HT sur la durée totale du marché, soit 4 ans.

Il est précisé que l'engagement de l'État au titre de ce marché se limite au montant des prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande, le titulaire ne saurait prétendre à d'autre indemnisation que le paiement des prestations effectivement commandées et ayant fait l'objet d'admission (cf article 8 du présent CCAP).

Article 5 - Développement durable

5.1 - En matière d'environnement :

Dans le cadre de l'engagement de l'Insee en faveur du développement durable, une réflexion et une attention particulières sur « l'achat durable » sont attendues. Il s'agit d'une démarche d'éco-responsabilité pour la protection de la nature, le maintien de la biodiversité et des écosystèmes, et pour combattre l'épuisement des ressources naturelles.

Dans la volonté de limiter l'impact environnemental, le titulaire veillera également à limiter sa production de papiers (dossiers, courriers...). Pour ses correspondances et publications les versions numériques sont à privilégier. Si toutefois elles devaient être sous format papier, des

papiers issus d'une gestion durable des forêts devront être privilégiés. Deux labels permettent d'attester de cet engagement durable : les labels PEFC et FSC. Les papiers portant ces labels seront privilégiés autant que possible.

Pour les versions numériques, il est demandé au titulaire de proposer des livrables documentaires optimisés avec un taux de compression important afin de réduire l'impact carbone.

5.2 - En matière sociale :

Le titulaire s'engage à être particulièrement vigilant sur le fait que son offre et ses écrits produits pendant l'exécution du marché ne contiennent aucun stéréotype discriminant, notamment entre les femmes et les hommes ou les personnes porteuses de handicap. Les intervenants du titulaire s'engagent à n'utiliser aucun stéréotype discriminant lors de leurs interventions à l'Insee.

L'Insee est attaché au respect des principes du développement durable et souhaite la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale de l'entreprise.

5.3 - Établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) :

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujéti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>. »

Article 6 - Conditions d'exécution

6.1 - Émission des bons de commande

Les prestations sont exécutées sur notification au titulaire de bons de commande émis par la personne publique.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché mais leur durée d'exécution ne peut excéder de six mois la date de fin contractuelle du marché.

Les bons de commande précisent les prestations et les quantités commandées.

6.2 - Acceptation du bon de commande

A compter de la notification du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour faire connaître ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est considéré comme accepté.

6.3 - Intervenants du titulaire

L'offre du titulaire précise les intervenants pressentis pour exécuter les prestations.

Si un intervenant n'est pas disponible pour exécuter une prestation commandée, le titulaire doit en avertir l'Insee sans délai par tout moyen permettant de constater la réception de l'avis, et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

Un nouvel intervenant est alors désigné par le titulaire, qui s'engage à désigner un intervenant de niveau équivalent à celui de l'intervenant remplacé.

Les qualifications de l'intervenant proposé sont communiquées à l'Insee qui a alors la faculté de le récuser, éventuellement après l'avoir rencontré.

Article 7 - Prix

Prix pratiqués

Les prix sont indiqués en annexe financière de l'acte d'engagement. Le titulaire certifie que ces prix n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il fournit au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Dans tous les cas, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris les frais généraux, impôts et taxes, les frais de connexion et de télétransmission et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices, et être établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

Prix de règlement

Les prix sont actualisables, à chaque reconduction, sur le barème du titulaire.

Cette actualisation est limitée par application de la formule suivante :

$$P = Po [0,250 + 0,750 (ICHTR\text{ev-TS}/ICHTR\text{ev-TSo})]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

Po = Prix initial

ICHTR_{ev}-TS = : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Services administratifs, soutien (Idbank : **001565196** ; NAF rév. 2 section N).

Détail d'une série disponible sur le site internet : www.indices.insee.fr

La valeur ICHTR_{ev}-TS de cet indice est la dernière connue au moment de la demande d'actualisation des prix.

La valeur ICHTR_{ev}-TSo est celle du mois de remise des offres, telle que publiée au moment de la demande d'actualisation des prix.

Les calculs partiels sont arrêtés à la 3^e décimale et le calcul général est limité à deux décimales et arrondi par défaut si la troisième décimale est inférieure à 5, par excès si elle est égale ou supérieure à 5.

L'actualisation des prix est à l'initiative du titulaire.

Les prix de règlement ainsi établis n'ont pas à être constatés par avenant.

Le taux de T.V.A. est susceptible de subir des variations en fonction de la législation en vigueur. Il n'est pas nécessaire de procéder à la passation d'un avenant pour appliquer un éventuel taux modifié.

Article 8 - Décisions après vérifications

Les opérations de vérifications sont prévues au CCTP.

Après chacune des opérations de vérifications, la personne publique prend une décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des prestations concernées.

La matérialisation de la décision d'admission se traduit par une constatation de service fait, non transmise au titulaire.

Toutes les autres décisions donnent lieu à l'établissement d'une décision spécifique.

En cas de rejet de prestations, la personne publique peut résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Article 9 - Pénalités

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

Les pénalités dont le titulaire est redevable sont réglées par précompte sur les paiements à lui faire. Elles sont cumulables. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, Il n'est pas prévu d'exonération des pénalités.

Le montant cumulé des pénalités exigibles est plafonné à 25 % de la valeur des prestations commandées au titre du marché.

En cas de retard imputable au titulaire portant sur la mise en service des solutions demandées au CCTP, la pénalité suivante est applicable :

$$P = (V \times R) / 100$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur HT de la prestation

R = nombre de jours ouvrés de retard.

Garantie de discrétion

En complément aux dispositions prévues au CCAG/TIC, il est précisé ce qui suit.

Le personnel appelé à exécuter le marché est tenu à une obligation de discrétion à l'égard de tous faits, informations ou documents dont il a eu connaissance lors de l'exécution du marché.

Il s'engage sur l'honneur à ne faire, ni pendant, ni après l'exécution du présent marché, aucune communication écrite ou verbale concernant toutes informations confidentielles qui pourraient lui parvenir à l'occasion de l'exécution du marché, et doit être informé que tout manquement à cette règle pourrait entraîner l'application de l'article 226-13 du Code pénal.

Article 10 - Avance

Si les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du code sont réunies et si le titulaire n'y renonce pas dans l'acte d'engagement, l'option A du CCAG s'applique : une avance de 10 % – 30 % si le titulaire est une PME – peut lui être versée dans les conditions prévues à ces articles.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire au titre d'acomptes ou de solde. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 %.

Article 11 - Facturation

Après exécution des prestations, le titulaire saisit ou transmet sa facture en mode dématérialisé et sécurisé, par l'outil en ligne Chorus Pro, accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Après la saisie ou la transmission de la facture, cet outil délivre un accusé de réception et permet au titulaire de suivre en ligne l'avancement du règlement de sa facture. Les informations suivantes sont **indispensables** pour la transmission des factures du présent marché par Chorus Pro :

Siret de l'État : 110 002 011 00044 : lors de la saisie de la facture, dans la partie « destinataire », cocher « Oui » à la question « le destinataire est-il l'état ? » ; c'est ce numéro Siret qui doit alors apparaître comme identifiant. Surtout, ne jamais renseigner le Siret de l'Insee.

Code service en charge des factures : FAC9470075 : dans la partie « destinataire », à la rubrique « service », sélectionner le service spécifié ci-dessus, à l'exclusion de tout autre.

Important : Les factures portent obligatoirement **sous peine de rejet**, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

Le numéro Chorus du bon de commande, numéro à 10 chiffres commençant par 14.

Important : En cas de modification d'établissement financier ou du numéro de compte, le titulaire doit en avvertir l'Insee dans un délai de 15 jours par lettre simple.

Article 12 - Modalités de règlement

Ouverture des droits à paiement

L'ouverture du droit à paiement des prestations est acquise à leur admission.

Conditions générales

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique : le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert au nom du titulaire ou à tout autre compte que le titulaire désignerait.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans le délai maximum fixé par voie réglementaire, soit trente (30) jours.

Ce délai court à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de réception de la facture ;
- date d'ouverture du droit à paiement.

Les sommes dues après expiration de ce délai sont majorées des intérêts moratoires au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de sept points.

La date de paiement d'une facture ou d'un groupe de factures exigibles simultanément est portée à la connaissance du titulaire sur l'avis de crédit correspondant.

L'ordonnateur de la dépense est le directeur général de l'Insee.

Le comptable assignataire des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel placé auprès du ministre en charge du Budget.

Article 13 - Langue – Litiges

La langue utilisée dans les relations avec le titulaire au titre du présent marché est exclusivement le français.

En cas de litige survenant dans l'exécution du marché, la réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas

échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

L'Insee s'engage à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 20 jours ouvrés pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est le service en charge du suivi d'exécution : contacts-marches-publics@insee.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediationfournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront également directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux. Cette juridiction est la juridiction administrative de Cergy-Pontoise (95).

Article 14 - Résiliation

L'ensemble des dispositions du chapitre 8 du CCAG/TIC sont applicables en ce qui concerne les conditions de résiliation du présent marché.

Toutefois, par dérogation à ce chapitre du CCAG/TIC, le marché peut également être résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs et aux frais et risques du titulaire en cas de rejet de prestations (*cf.* article 8).

Article 15 - Nantissement – cession de créances

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'article R. 2391-28 du même code (nantissements ou cessions de créances) est le chef du département « Cadre de vie et conditions de travail » de l'Insee.

Article 16 - Pièces et attestations à fournir

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues par la réglementation.

Les pièces et attestations sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Les pièces à fournir sont les suivantes :

- l'attestation sociale à jour (Urssaf ou autre, à télécharger sur net-entreprises ou urssaf.fr par exemple) ;
- la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour l'Insee.

Ainsi que les documents suivants :

- l'attestation sociale annuelle « marchés publics » à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site ;
- l'attestation annuelle de régularité fiscale ;
- l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle.

Le défaut de fourniture de ces pièces, après une mise en demeure adressée au titulaire par l'Insee, peut entraîner la résiliation du marché.

Article 17 - Dérogations

Dans le présent CCAP :

L'article 6.2 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG/TIC, concernant le délai alloué au titulaire pour émettre ses observations sur le bon de commande.

L'article 7 déroge à l'article 10.2.3 du CCAG/TIC pour les règles d'arrondi.

L'article 9 déroge à l'article 14 du CCAG/TIC pour les modalités de calcul des pénalités.

**** Fin du document ****